

# ARRÊTÉ TEMPORAIRE

## OCCUPATION DOMAINE PUBLIC STATIONNEMENT - ISOLATION DES COMBLES

### Le Maire de la Commune de MIREVAL

**Vu** la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relatives aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982;

**Vu** le Code de la Route et notamment les articles R417- 10 10<sup>e</sup>, R325-12 à R325-46, R411-21-1,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1, L2212-2 et L2213-1,

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992;

**Vu** la demande d'autorisation de voirie déposée par l'entreprise **COUPVENT ISOLATION** représentée par Madame PAHON Jennifer, domiciliée 19 route de Béziers à SAINT JEAN DE VEDAS (34430), **afin d'effectuer des travaux d'isolation au 6 avenue de Verdun à MIREVAL (34110)**, souhaitant stationner un camion (7m de long\*2m5 de large), le 10 octobre 2023 de 8h et 17h.

**Considérant** qu'il est nécessaire, pour la mise en place du chantier et pour éviter tout accident pendant ce chantier de réglementer le stationnement sur cette voie à l'adresse du chantier.

### ARRÊTE

**Article 1 : Autorise** COUPVENT ISOLATION à occuper le domaine public, afin d'effectuer les travaux énoncés ci-dessus, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

**Article 2 : Interdit** le stationnement à tous les véhicules, devant le 6 avenue de Verdun à MIREVAL (34110), le 10 octobre 2023 de 8h et 17h, sauf le véhicule de l'entreprise COUPVENT ISOLATION.

**Article 3: Signalisation des chantiers** le permissionnaire a la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle (Intérieur, Travaux publics) sur la signalisation routière. Il est responsable des accidents pouvant intervenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

**Article 4 : Remise en état des lieux** après achèvement des travaux : Dès l'achèvement de leurs travaux, les permissionnaires sont tenus d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravois, de réparer immédiatement tous les dommages qui auraient pu être causés à la voie ou à ses dépendances et de rétablir dans leur premier état des fossés, talus, accotements, chaussées ou trottoirs, et tous ouvrages qui auraient été endommagés. Faute par les permissionnaires d'observer les prescriptions ci-dessus, il y est pourvu d'office et à leurs frais par la commune, après mise en demeure restée sans effet.

**Article 5:** Le non-respect des dispositions citées au présent arrêté expose son contrevenant aux sanctions prévues par le Code de la Route et notamment la mise en fourrière immédiate du véhicule en infraction,

**Article 6 :** Le Directeur Général des Services, le Chef de la Police Municipale, le Responsable des services techniques et la gendarmerie de Villeneuve les Maguelone sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Maire, Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Fait à Mireval,  
Le deux octobre deux mille vingt-trois.

Le Maire,  
Christophe DURAND



Affichage le 03/10/2023